



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

gaz

Question écrite n° 105508

Texte de la question

M. Christian Eckert attire l'attention de M. le secrétaire d'État auprès de la ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, chargé du commerce, de l'artisanat, des petites et moyennes entreprises, du tourisme, des services, des professions libérales et de la consommation, sur la questions du prix du gaz. Bien conscient que le pouvoir d'achat de nos concitoyens, et notamment des plus modestes, n'est pas la priorité du Gouvernement, qui a préféré, depuis quatre ans, faire des cadeaux fiscaux aux plus aidés de nos concitoyens, il rappelle au Ministre que le prix du gaz a encore augmenté le vendredi 1er avril 2011. Additionnée à la hausse de 9,7 % en avril 2010 et à celle de 4,7 % en juillet de la même année, cette nouvelle augmentation porte la montée du prix du gaz à près de 20 % sur un an. Ce phénomène n'est malheureusement pas exceptionnel avec les gouvernements de droite puisque depuis 2005, les tarifs ont augmenté de plus de 61 %. Alors même que l'on vient encore d'augmenter le prix du gaz, le Gouvernement tente de se refaire une bonne image dans l'opinion en annonçant un probable gel des tarifs pour au moins un an, c'est-à-dire jusqu'aux élections présidentielles de 2012. Il lui demande si le Président de la République et sa majorité, qui ont attaqué le pouvoir d'achat des classes moyennes pendant quatre ans, vont vraiment geler les tarifs se contentant ainsi d'une hausse des prix du gaz de plus de 61 % en seulement six ans.

Données clés

Auteur : [M. Christian Eckert](#)

Circonscription : Meurthe-et-Moselle (7^e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 105508

Rubrique : Énergie et carburants

Ministère interrogé : Commerce, artisanat, PME, tourisme, services et consommation

Ministère attributaire : Redressement productif

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 19 avril 2011, page 3808

Question retirée le : 19 juin 2012 (Fin de mandat)